

IN magazine N° 161 - Mai / Juin 2015

5 mai 2015

Tous ensemble pour une production durable de la banane dans le monde.

Par le passé, INDECOSA-CGT a participé activement avec le secteur international de la CGT à des campagnes autour de l'alimentation. On peut citer notamment les initiatives autour de la question de la souveraineté alimentaire. Aujourd'hui, c'est sur les conditions de production de banane que porte notre action. La confédération en coopération avec les Travailleurs d'Amérique latines (COSIBA), la CGT Guadeloupe, l'ONG Banana Link et INDECOSA-CGT entament donc une campagne commune sur le thème de la santé et la sécurité dans la filière de production de banane. Un aspect essentiel de notre campagne est de contraindre les principaux pays producteurs de bananes à ratifier la convention 184 de l'OIT. Cette convention, signée par le seul Ghana, contient des recommandations sur les pratiques sur le lieu de travail, à travers les comités d'hygiène et sécurité. Elle comprend également la mise en place de commissions tripartites nationales afin d'assurer une plate-forme permanente pour l'amélioration de la santé et de la sécurité.

Servant de base alimentaire pour de nombreuses populations dans le monde, la banane est devenue un enjeu mondial économique majeur.

Plus de 20 ans de guerre fratricide entre la « banane dollar » et les autres producteurs dont les Antilles françaises. Au-delà du poids économique qu'elle représente, la banane est souvent produite dans des conditions sociales et environnementales déplorables. Le scandale du chlordécone en 2006 a mis en lumière un drame humain terrible en Guadeloupe et Martinique. Des générations de travailleurs ont été touchées dans leur chair par le recours systématique à ce puissant pesticide. A l'occasion du Grenelle de l'environnement, la France a pris des mesures fortes telles que l'arrêt de l'utilisation du chlordécone et limitation des intrants dans les bananeraies.

Pour le consommateur, c'est aussi une bonne nouvelle puisqu'il a l'assurance de manger un produit plus sain. En effet, ne nous leurrions pas, les fruits et légumes que nous achetons dans le commerce contiennent même à l'état résiduel des pesticides. Les analyses de scientifiques comme le professeur Belpomme sont sans équivoque.

Cette campagne sera pour nous le moyen d'interpeller l'Etat sur la mise sur le marché de produits phytosanitaires et du manque d'étude d'impact sur la santé humaine. Parallèlement à notre action sur la banane, nous allons interpeller la grande distribution et les jardinerie sur les mesures qu'ils comptent prendre pour informer les consommateurs sur les risques de cancérogenèse du glyphosate suite à la publication d'un rapport de l'OMS.